



unesco

L'action de l'UNESCO en faveur de l'égalité des genres dans et par l'éducation

Points majeurs de l'année 2024



L'UNESCO : chef de file pour l'éducation

L'éducation est la priorité absolue de l'UNESCO car c'est un droit humain fondamental qui constitue la pierre angulaire de la paix et du développement durable. L'UNESCO est l'agence des Nations Unies spécialisée pour l'éducation. Elle assure un rôle moteur aux niveaux mondial et régional pour renforcer le développement, la résilience et la capacité des systèmes nationaux d'éducation au service de tous les apprenants. L'UNESCO dirige également les efforts pour répondre aux défis mondiaux actuels par le biais de l'apprentissage transformateur, en mettant particulièrement l'accent dans toutes ses actions sur l'égalité des genres et l'Afrique.



L'agenda mondial Éducation 2030

En tant qu'institution des Nations Unies spécialisée pour l'éducation, l'UNESCO est chargée de diriger et de coordonner l'agenda Éducation 2030, qui fait partie d'un mouvement mondial visant à éradiquer la pauvreté, d'ici à 2030, à travers 17 Objectifs de développement durable. Essentielle pour atteindre chacun de ces objectifs, l'éducation est au cœur de l'Objectif 4 qui vise à « **assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie** ». Le Cadre d'action Éducation 2030 définit des orientations pour la mise en œuvre de cet objectif et de ces engagements ambitieux.



Publié en 2025 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

© UNESCO 2025



Ceuvre publiée en libre accès sous la licence Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO) (<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/>). Les utilisateurs du contenu du présent document acceptent les termes d'utilisation de l'Archive ouverte de libre accès UNESCO (www.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-fr).

Les images marquées d'un astérisque (*) ne sont pas couvertes par la licence [CC-BY-SA](#) et ne peuvent en aucune façon être reproduites sans l'autorisation expresse des détenteurs des droits de reproduction.

Titre original : *UNESCO's efforts to achieve gender equality in and through education: 2024 Highlights*

Publié en 2025 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Les désignations employées dans ce document et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les idées et les opinions exprimées dans ce document sont celles des auteurs ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

Ce rapport a été préparé par Delphine Santini, sous la supervision d'Elsbeth McOmish et de Justine Sass. L'analyse de genre de la mise en œuvre programmatique a été réalisée par Nian Wan, avec le soutien de Rameen Iftikhar. Le rapport a été édité par Kelsey Schroder, que nous remercions chaleureusement. Nous tenons à exprimer notre sincère gratitude à nos collègues du monde entier pour leurs précieuses contributions.

Photo de couverture : © UNESCO/Truong Van Vi

Icône des pages intérieures (loupe): © UNESCO/Weiwei Kang

Mise en page et impression dans les ateliers de l'UNESCO

Imprimé en France

Le présent rapport met en lumière les points majeurs de l'action menée en 2024 par l'UNESCO en vue de promouvoir l'égalité des genres dans et par l'éducation. Nombre de ces réalisations ont été rendues possibles grâce au soutien de nos partenaires, notamment les gouvernements, les organisations de la société civile, les instituts de recherche et le secteur privé. L'occasion nous est donnée, à travers ce rapport, de les remercier chaleureusement pour leur engagement en faveur du droit à l'éducation pour toutes et tous.

Contexte stratégique

Trente ans après la mobilisation de la communauté internationale autour du droit des filles à une éducation de qualité dans le cadre du Programme d'action de Beijing, la réalisation de l'égalité des genres dans l'éducation se trouve à un tournant – marqué à la fois par des progrès durement acquis et par l'intensification des défis mondiaux.

En 2024, il est apparu de plus en plus clairement que les avancées en matière d'éducation étaient précaires, à mesure que les conflits, les catastrophes climatiques et l'instabilité politique perturbaient l'enseignement dans différents contextes – avec des conséquences disproportionnées pour les filles et les apprenants issus de communautés marginalisées. Rien qu'au Soudan, plus de 10 400 établissements scolaires ont fermé, affectant *19 millions d'enfants*, tandis qu'en Ukraine, la guerre a forcé *1 million d'enfants* à se tourner vers l'enseignement à distance.

Bien que la parité entre les genres dans l'accès à l'éducation ait été atteinte au niveau mondial, les *données de l'UNESCO* montrent une hausse du nombre d'enfants et de jeunes non scolarisés, qui atteint 272 millions, dont 133 millions de filles et 139 millions de garçons. Des inégalités persistent en raison de la violence fondée sur le genre dans les établissements scolaires et aux alentours, à la division genrée des parcours scolaires et professionnels, à l'aggravation de la fracture numérique et à la sous-représentation des femmes aux postes de direction dans l'éducation. Les chiffres mondiaux masquent d'importantes disparités entre les régions et selon le niveau d'éducation. Par exemple, *en Afrique subsaharienne*, pour 100 garçons scolarisés, on ne compte que 96 filles dans l'enseignement primaire, 91 dans le premier cycle de l'enseignement secondaire et 87 dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire.

Parallèlement, l'année 2024 a été marquée par une opposition croissante à l'égalité des genres et aux droits des filles et des femmes dans certains contextes. Les idéologies s'opposant à l'égalité des genres et promouvant les conceptions traditionnelles de la masculinité ont gagné du terrain, souvent amplifiées par les réseaux sociaux.

En dépit de ces difficultés, l'UNESCO a continué d'impulser des changements concrets. Avec le soutien de l'Organisation, 27 millions d'apprenants ont eu accès à une éducation transformatrice du point de vue du genre et 10 pays ont renforcé leurs lois, politiques ou systèmes de suivi nationaux pour faire progresser l'égalité des genres dans et par l'éducation. En outre, 26 pays ont amélioré leurs politiques et leurs programmes en matière d'environnements d'apprentissage sûrs et exempts de toute forme de violence en milieu scolaire. *Le prix de l'inaction*, un rapport de référence de l'UNESCO publié avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et le Secrétariat du Commonwealth, a attiré l'attention de la communauté internationale sur les coûts exorbitants de l'abandon scolaire et des retards d'apprentissage, ainsi que sur l'impérieuse nécessité d'investir dans l'éducation.

Dans ce contexte complexe, le présent rapport fait le point sur les évolutions de l'année écoulée et réitère un appel urgent à l'action : investir résolument dans des systèmes éducatifs qui luttent contre les inégalités profondes pour y mettre fin, et impulser des progrès durables vers la pleine réalisation de l'égalité des genres dans et par l'éducation – pour tous les apprenants, sans exception.



Approche stratégique de l'UNESCO

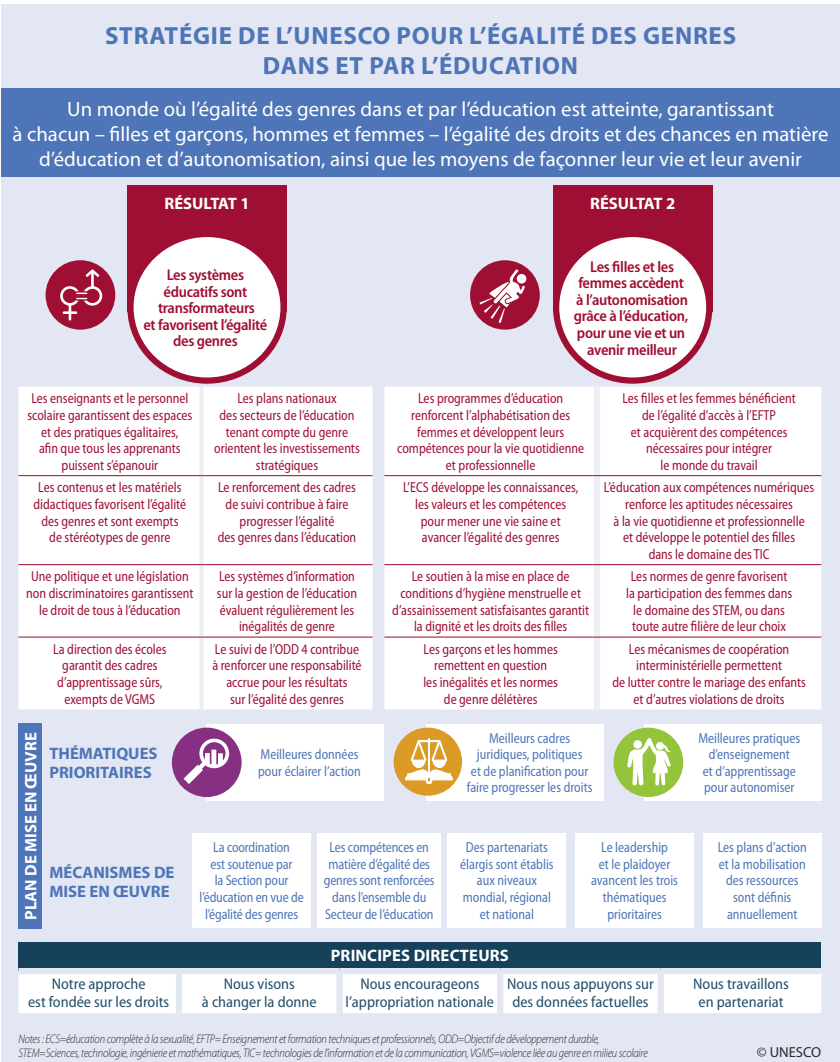
L'action de l'UNESCO est ancrée dans la *stratégie de l'UNESCO pour l'égalité des genres dans et par l'éducation 2019-2025*. Cette stratégie vise à orienter les programmes et les activités de l'UNESCO pour parvenir à « un monde où l'égalité des genres dans et par l'éducation est atteinte, garantissant à chacun – filles et garçons, hommes et femmes – l'égalité des droits et des chances en matière d'éducation et d'autonomisation, ainsi que les moyens de façonner leur vie et leur avenir ».

Elle reflète l'approche de l'Organisation en matière d'éducation tout au long de la vie, qui promeut la participation égale des garçons et des filles, des hommes et des femmes à tous les types et à tous les niveaux d'enseignement. Elle donne la priorité à l'amélioration de la qualité de l'apprentissage grâce à des contenus, des méthodes pédagogiques et des

environnements, ainsi que des politiques, des plans et des ressources de soutien, transformateurs du point de vue du genre. En outre, cette stratégie se focalise sur les résultats de l'éducation, visant à garantir que l'apprentissage entraîne des progrès plus larges au niveau sociétal, tels que la participation à la vie publique et à la prise de décisions, l'accès à un travail et à des revenus décents et une plus grande autonomie personnelle. Cette stratégie s'appuie sur une vaste théorie du changement (voir **figure 1**), destinée à susciter des engagements politiques et financiers, à faciliter la coopération et à alimenter l'action conjointe.

Dans le cadre des efforts qu'elle déploie pour faire progresser l'égalité des genres dans et par l'éducation, l'UNESCO adopte une démarche à plusieurs niveaux, fondée sur les partenariats.

Figure 1 : Théorie du changement



Encadré 1 : Examen à mi-parcours de la stratégie de l'UNESCO pour l'égalité des genres dans et par l'éducation

Une évaluation externe à mi-parcours de la stratégie menée en 2023-2024 a mis en évidence plusieurs conclusions clés :

- La stratégie coïncide avec les engagements mondiaux en matière d'éducation et a favorisé les synergies et les partenariats avec les parties prenantes internes et externes de l'UNESCO.
- De nombreux éléments témoignent d'un effet positif sur les priorités thématiques de la stratégie, en particulier dans des domaines tels que le suivi, le soutien à l'élaboration de politiques, l'enseignement des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM) et la formation des enseignants.
- Le renforcement de la communication et du développement des capacités, y compris au niveau national, pourraient permettre d'élargir les retombées et de pérenniser les résultats.
- L'obtention de financements pérennes pour ce travail demeure un défi permanent.



Source : UNESCO. 2019. *De l'accès à l'autonomisation : stratégie de l'UNESCO pour l'égalité des genres dans et par l'éducation 2019-2025*. Paris, UNESCO, p. 9.

En s'appuyant sur son pouvoir fédérateur, son savoir-faire technique et son mandat normatif, l'Organisation influence sur les programmes mondiaux, régionaux et nationaux en matière d'éducation afin de promouvoir un changement systémique.

Au niveau mondial, l'UNESCO codirige des plates-formes qui stimulent le dialogue sur les politiques et l'action coordonnée, telles que la *Plate-forme mondiale pour l'égalité des genres dans et par l'éducation*, le *Groupe de travail mondial pour mettre fin à la violence fondée sur le genre en milieu scolaire (VGMS)* et le *Forum mondial des partenaires sur l'éducation complète à la sexualité*.

Au niveau régional, l'Organisation assure la direction technique et encourage la collaboration entre les gouvernements et les parties prenantes. En Afrique subsaharienne, elle codirige l'*initiative Priorité à l'égalité*, qui aide les ministères de l'éducation à intégrer l'égalité des genres dans les politiques et la planification. Elle travaille également avec l'Union africaine et ses partenaires à la création d'un écosystème de STIM transformateur, offrant une plus grande place aux filles et aux femmes dans ces domaines grâce à un dialogue sur les politiques et à la généralisation de pratiques d'enseignement des STIM transformatrices du point de vue du genre.

À tous les niveaux, la démarche de l'UNESCO repose sur un plaidoyer fondé sur des données probantes, le développement des capacités et des partenariats qui visent à éliminer les obstacles liés au genre et à rendre les systèmes éducatifs plus équitables et plus autonomisants pour tous les apprenants.

Points majeurs en matière de financement

Pour mieux suivre la manière dont les ressources servent à promouvoir l'égalité des genres, l'UNESCO utilise un outil de suivi appelé « marqueur pour l'égalité des genres ». En 2024, un quart des dépenses totales du Secteur de l'éducation – environ 65,5 millions de dollars des États-Unis – a été consacré à la promotion de l'égalité des genres. Ce montant représentait près de la moitié de toutes les dépenses liées à l'égalité des genres dans les cinq grands programmes de l'UNESCO.

L'égalité des genres est une priorité qui se retrouve dans toutes les activités menées par l'Organisation dans le domaine de l'éducation. Toutefois, seul un domaine du *Programme et budget* biennal de l'UNESCO – le *produit 1.ED2* – est entièrement consacré à cet objectif. Il vient appuyer des systèmes éducatifs transformateurs du point de vue du genre qui permettent d'autonomiser les apprenants, d'assurer des environnements d'apprentissage sûrs et de lever les obstacles à l'éducation, en particulier pour les filles et les femmes. En 2024-2025, les fonds alloués à ces travaux au titre du Programme ordinaire se sont élevés à un peu plus de 8 millions de dollars, soit une hausse d'environ 2 millions de dollars par rapport l'exercice biennal précédent. À la fin de 2024, l'UNESCO avait mobilisé 8,6 millions de dollars de contributions volontaires pour ce produit, mais 18 millions de dollars supplémentaires sont encore nécessaires pour atteindre totalement les cibles programmatiques.



Les financements volontaires sont essentiels à cette action. En 2024, de nombreux gouvernements – dont la Bulgarie, la Chine, la Finlande, la France, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Mexique, Monaco, la Norvège, le Pakistan, la République de Corée, la Suède et Wallonie-Bruxelles International – ont apporté leur soutien. Plus particulièrement, les financements totalement flexibles de la Norvège et de la Suède ont permis d'affecter les ressources de manière plus stratégique, améliorant ainsi considérablement l'adaptabilité et la réactivité. Le CJ Group est resté le principal contributeur au Fonds Malala pour le droit des filles à l'éducation, un fonds multidonateurs de l'UNESCO qui bénéficie aux filles les plus marginalisées, y compris celles touchées par un conflit ou une catastrophe. Parmi les autres soutiens à l'action de l'UNESCO en faveur de l'égalité des genres dans et par l'éducation en 2024, figurent le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) – Canada, le Centre international pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique (CIEFFA) de l'Union africaine (UA), Dior, la Fondation Porticus, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Huawei, Mazarine, ONU-Femmes, le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE), Plan International, le Population Council, Prada, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) et l'Université normale de Beijing.

L'Organisation continuera à mobiliser des ressources afin de garantir que tous les apprenants – quel que soit leur genre – puissent avoir accès à une éducation sûre, inclusive et autonomisante.

Au total, en 2024, le Secteur de l'éducation de l'UNESCO a investi 65,5 millions de dollars en faveur de la priorité globale Égalité des genres.

Points majeurs : de meilleures données pour éclairer l'action

Des données et des éléments probants de haute qualité et à jour sont indispensables à la formulation des politiques, à la planification et à l'exécution des interventions ciblées permettant de faire progresser l'égalité des genres dans et par l'éducation. La présente section montre comment l'action menée par l'UNESCO en 2024 a renforcé la base de données probantes pour susciter des changements palpables.

Assurer le suivi de l'objectif de développement durable 4 (ODD 4)

L'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) pilote le suivi mondial des progrès vers l'ODD 4. En 2024, l'ISU a élargi l'accès aux données ventilées par genre, y compris sur les diplômés par domaine d'études, mettant en évidence les disparités de genre dans les disciplines universitaires. Cet élargissement concerne également les données intersectionnelles tenant compte du genre, du lieu de résidence, du statut socioéconomique et d'autres dimensions. Le nouveau *navigateur de données de l'ISU* est doté d'une interface intuitive qui permet aux utilisateurs de filtrer et d'explorer facilement ces indicateurs et d'autres et donne la possibilité d'étudier les tendances au fil du temps et selon les pays.

Afin de faire progresser la réalisation de l'ODD 4, la Réunion mondiale sur l'éducation 2024 (31 octobre – 1er novembre, Fortaleza, Brésil) a rassemblé 650 participants, dont plus de 50 ministres, pour adopter la *Déclaration de Fortaleza*, un jalon important en matière d'équité et de financement de l'éducation. L'égalité des genres était un thème transversal, avec une séance dédiée au recensement des leviers essentiels à l'accélération des changements transformateurs d'ici à 2030 et au-delà.

Consciente qu'une transformation durable va de pair avec l'obligation de rendre compte, l'UNESCO a créé le *Tableau de bord des engagements et actions au niveau des pays pour transformer l'éducation*, destiné à suivre les engagements pris par les pays à l'occasion du Sommet sur la transformation de l'éducation de 2022. Le *rapport d'enquête* qui l'accompagne présente les bonnes pratiques dans les principaux domaines thématiques, notamment l'égalité des genres. Ces outils complètent le *Tableau de bord de reddition de comptes* de la Plate-forme mondiale pour l'égalité des genres dans et par l'éducation (voir ci-dessous).



Renforcer les capacités nationales en matière de données afin de comprendre les inégalités de genre et d'y remédier

Reconnaissant que les lacunes des données sur le genre entravent l'élaboration de politiques et de plans d'éducation efficaces, l'Organisation a intégré ce paramètre dans *son outil mondial d'évaluation des progrès des Systèmes d'information sur la gestion de l'éducation (SIGE)* et a commencé à concevoir un outil similaire pour évaluer les cadres juridiques et stratégiques des pays.

Pour garantir un impact au niveau national, l'UNESCO a renforcé les capacités des gouvernements à collecter des données ventilées par sexe, à les analyser et à les exploiter. En 2024, l'UNESCO a fourni un soutien technique et des conseils à l'**Arabie saoudite**, à **Bahreïn**, au **Cameroun**, au **Chili**, en **Colombie**, à **El Salvador**, aux **Émirats arabes unis**, à l'**Équateur**, à la **Jordanie**, au **Koweït**, à la **Mauritanie**, à **Oman**, au **Pakistan**, au **Pérou**, au **Qatar**, à la **République arabe syrienne**, à la **République dominicaine**, aux **Seychelles**, à l'**Uruguay** et au **Yémen**.

Ces démarches améliorent les fonctionnalités des SIGE afin de détecter les inégalités entre les systèmes éducatifs. Par exemple, au **Cameroun**, le SIGE a été optimisé pour mieux suivre les disparités de genre en matière d'accès, de participation et d'achèvement. Les **Seychelles** ont amélioré leur SIGE pour mieux recueillir des données sur le genre. Le **Chili**, la **Colombie**, **El Salvador**, l'**Équateur**, le **Pérou**, la **République dominicaine** et l'**Uruguay** ont mis à l'essai des indicateurs régionaux et renforcé leur SIGE pour mesurer les résultats scolaires des élèves migrants et réfugiés, y compris au moyen de données ventilées par sexe. En **Arabie saoudite**, à **Bahreïn**, aux **Émirats arabes unis**, au **Koweït**, en **Oman**, au **Qatar** et au **Yémen**, plus de 140 membres du personnel des ministères et des parties prenantes (60 % de femmes) ont appris à exploiter les données ventilées par sexe pour suivre et planifier la réalisation de l'ODD 4. Dans le Pacifique, des activités similaires de renforcement des capacités ont porté sur l'utilisation de données ventilées par sexe pour lutter contre l'aggravation du décrochage scolaire chez les garçons au niveau post-primaire.

En parallèle, l'UNESCO a lancé une collaboration en recherche de trois ans avec l'University College de Londres (Royaume-Uni), avec le soutien du GPE, afin de combler les lacunes des données sur le genre en **Indonésie**, au **Kenya** et au **Malawi** et de renforcer la reddition de comptes en matière d'égalité des genres aux niveaux local, national et mondial.

Renforcer la base de données factuelles sur l'égalité des genres dans et par l'éducation

En 2024, l'UNESCO a réaffirmé son engagement en faveur de l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes en matière d'égalité des genres dans et par l'éducation, à travers un ensemble de publications et d'initiatives à fort impact qui influent sur les décisions de politique à l'échelle mondiale.

Le prix de l'inaction, un rapport de référence publié avec l'OCDE et le Secrétariat du Commonwealth, démontre les retombées économiques considérables de l'investissement dans l'éducation et l'action en faveur de l'égalité des genres, qui atteindraient 10 000 milliards de dollars par an à l'échelle mondiale d'ici 2030. Les *profils par pays* complémentaires détaillent le coût de l'abandon scolaire précoce et des compétences inférieures au niveau de base dans 20 pays, en soulignant les disparités entre les genres qui touchent de manière disproportionnée les filles ou les garçons.

Lancée à l'occasion de la Journée internationale des femmes, l'édition 2024 de la fiche d'information *#SonÉducationNotreAvenir* présente les derniers faits et les dernières évolutions pour hisser l'éducation au rang de catalyseur de développement équitable et durable. L'édition 2024 du *Rapport mondial sur l'éducation (GEM)* analyse la manière dont les outils numériques peuvent à la fois promouvoir l'égalité des genres et perpétuer les stéréotypes néfastes. Par ailleurs, le nouveau Rapport GEM 2024/5 intitulé *Leadership dans l'éducation* révèle un paradoxe frappant : alors que le corps enseignant est en majorité constitué de femmes, celles-ci restent largement sous-représentées aux postes de direction.

L'UNESCO a également donné la priorité à la production et à l'utilisation d'éléments probants de qualité destinés à éclairer la prise de décisions fondée sur des données. En tant que co-responsable de la Plateforme mondiale pour l'égalité des genres dans et par l'éducation, elle est à la tête du *Tableau de bord mondial de reddition de comptes*, hébergé par le Population Council. Ce tableau de bord, qui suit les progrès réalisés dans 193 pays au regard de 11 indicateurs, présente plus de 1 000 programmes innovants et 750 organisations. Ces données aident les gouvernements à donner effet à l'appel à l'action sur l'égalité des genres lancé lors du Sommet sur la transformation de l'éducation.

L'UNESCO a également fait avancer les travaux de recherche et les interventions sur le décrochage scolaire des garçons. Une *note thématique Compass* rédigée en collaboration avec l'Association internationale pour l'évaluation du rendement scolaire (IEA) a analysé sur la manière dont les normes de genre se répercutent sur les résultats en lecture des garçons. Une analyse régionale menée dans 20 pays des Caraïbes a mis en évidence une tendance à la sous-performance et à l'abandon scolaire chez les garçons. Dans le cadre du projet *Lever les barrières : Des garçons*

instruits pour l'égalité des genres, des ateliers de formation ont été mis à l'essai au **Malawi** et des interventions ont été menées au **Cambodge** et au Lesotho pour promouvoir des masculinités positives et inclusives par le biais de l'éducation.

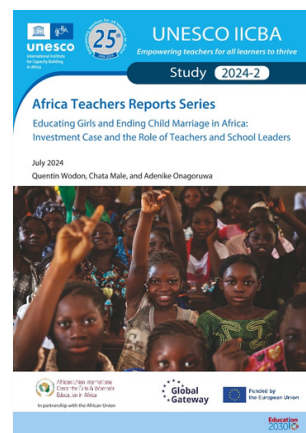
L'UNESCO a également étoffé la base de données sur l'éducation complète à la sexualité grâce à deux études multi-pays sur le point de vue des jeunes et sur les relations saines, dont les conclusions sont attendues pour 2025. Parallèlement, elle a lancé *Safe to learn and thrive* (Apprendre et s'épanouir en sécurité), un appel à créer des espaces d'apprentissage holistiques, sûrs et inclusifs et propices à l'égalité des genres.

En partenariat avec l'UNICEF, l'UNESCO a lancé le *Rapport mondial sur l'éducation et la protection de la petite enfance*, qui préconise d'utiliser des approches fondées sur les sciences comportementales pour bousculer les normes de genres dans l'éducation des enfants et promouvoir une participation égale des pères et des mères. En complément, le premier *Rapport mondial sur les enseignants* présentait de nouvelles données qui soulignaient l'urgence de recruter des enseignants et de les fidéliser en tenant compte des questions de genre, alors qu'il manque 44 millions d'enseignants à l'échelle mondiale.

L'initiative *Women in Learning Leadership* (WiLL), sous la houlette de l'Institut international de planification de l'éducation (IIPE) de l'UNESCO et le Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF avec le soutien du GPE, a fait progresser l'égalité des genres chez le personnel de direction des établissements scolaires au **Bénin**, en **Éthiopie**, en **Guinée** et à **Madagascar**. À **Madagascar**, une *étude approfondie* a permis de recenser les obstacles et les conditions favorables à l'accès des femmes aux postes de direction, faisant le lien entre une meilleure représentation et l'amélioration des conditions d'enseignement et d'apprentissage ainsi que des résultats des élèves.

Dans le cadre de l'Année de l'éducation de l'UA, l'IIPE et le CIEFFA ont élaboré le premier rapport continental sur le statut de l'éducation des filles et des femmes en Afrique. Les conclusions ont été présentées lors de la première Conférence panafricaine sur l'éducation des filles et des femmes, ce qui a permis de renforcer la reddition de comptes régionale. Le CIEFFA et l'Institut international de l'UNESCO pour le renforcement des capacités en Afrique (IIRCA) ont également coécrit le premier *rapport sur les enseignants d'Afrique*, soulignant le rôle crucial des enseignants et des chefs d'établissement dans la lutte contre les normes et les stéréotypes de genre néfastes.

Exemple de ressources de l'UNESCO



Points majeurs : de meilleurs cadres juridiques, de politique et de planification pour faire progresser les droits

Le droit à l'éducation se trouve au cœur de la mission de l'UNESCO. La présente section montre la manière dont, en 2024, l'UNESCO a soutenu la mise en place de cadres juridiques, de politique et de planification plus solides pour contribuer à la réalisation universelle de ce droit.

Assurer le suivi du droit à l'éducation

L'UNESCO a renforcé son suivi du droit à l'éducation grâce à des plates-formes telles que *SonAtlas*, qui répertorie les cadres juridiques nationaux régissant l'accès des filles et des femmes à l'éducation. SonAtlas a mis en évidence une baisse du nombre de pays qui disposent de lois restreignant les droits à l'éducation des filles enceintes, de 4 % en 2019 à 2 % en 2024, ce qui montre les progrès des réformes juridiques. La page web de l'UNESCO intitulée *Chiffres clés sur le droit des filles et des femmes à l'éducation*, qui s'appuie sur les principales données de SonAtlas, a été consultée près de 30 000 fois en 2024, ce qui a permis d'informer le public et d'étayer les activités de sensibilisation.



Encadré 2 : Documentaire « Son éducation, notre avenir »



Présenté le 7 mars à l'occasion de la Journée internationale des femmes 2024, *Son éducation, notre avenir* est un documentaire réalisé par le China Global Television Network (CGTN) et l'UNESCO qui suit la vie d'Anee, Fabiana, Mkasi et Tainá – quatre jeunes femmes issues de trois continents différents qui luttent pour faire valoir leur droit à l'éducation. Il livre une démonstration implacable du pouvoir de transformation de l'éducation et illustre à quel point l'autonomisation des filles et des femmes par l'éducation améliore non seulement leur existence, mais aussi celle de leur famille, de leur communauté et, par extension, de l'ensemble de la société.

Face à la crise de l'éducation qui persiste en **Afghanistan**, l'UNESCO prépare un rapport complet sur le droit à l'éducation depuis la prise de pouvoir des autorités de facto en août 2021. S'appuyant sur une analyse détaillée des lois et des politiques ainsi que sur des données de terrain, *ce rapport* se penche sur le refus systématique d'éducation imposé à environ 1,4 million de filles et de femmes, faisant de l'Afghanistan le seul pays au monde où les filles sont officiellement empêchées d'accéder à l'enseignement secondaire et supérieur.

Encourager une planification tenant compte des questions de genre dans le secteur éducatif (GRESF)

L'UNESCO a renforcé les capacités de pays, notamment l'**Afghanistan**, l'**État de Palestine**, le **Honduras**, la **Jordanie**, le **Kenya**, la **Mauritanie**, le **Nigéria**, l'**Ouganda**, la **République-Unie de Tanzanie** et le **Yémen**, à intégrer l'égalité des genres dans les analyses du secteur éducatif, les budgets et la planification.

En **Mauritanie**, l'Organisation a dirigé le premier diagnostic participatif du ministère de l'Éducation sur l'égalité des genres, évaluant systématiquement l'intégration de cette dimension dans les politiques, les programmes et les structures administratives. Cette démarche a guidé une analyse complète du secteur éducatif, qui a fait ressortir les principales lacunes en matière d'égalité des genres et qui sous-tend désormais l'élaboration d'un plan national du secteur éducatif visant à transformer les aspects relatifs au genre. Parallèlement, des fonctionnaires ministériels du **Tchad** et de **Mauritanie** ont suivi une formation intensive sur la planification tenant compte des questions de genre, étayée par la création d'une communauté de pratique au service de l'apprentissage institutionnel. En outre, au Tchad, le guide *Reconstruire l'égalité : guide de rescolarisation des filles* a été adapté aux besoins locaux, ce qui a permis de mettre en place des ateliers et des outils ciblés pour intégrer la dimension de genre au système éducatif. Dans le même temps, à **Madagascar**, l'IIPE a mené une étude pour évaluer la manière dont les considérations d'égalité des genres sont prises en compte dans la planification, la budgétisation et le suivi de l'éducation, préparant le terrain à la généralisation des pratiques tenant compte des questions de genre.

En **République-Unie de Tanzanie**, l'IIPE a apporté un soutien technique à l'élaboration du nouveau plan de développement du secteur éducatif, qui comprend désormais un chapitre consacré à l'égalité des genres. De même, au **Kenya**, l'UNESCO a aidé le ministère de l'Éducation à finaliser le plan stratégique du secteur de l'éducation nationale (2023-2027), lancé en juin 2024, qui incorpore l'équité et les approches tenant compte des questions de genre dans tous les domaines d'action.



Encadré 3 : Renforcer les capacités en matière d'égalité des genres aux niveaux décentralisés

Reconnaissant le rôle central des autorités éducatives infranationales, l'UNESCO a élargi ses initiatives de renforcement des capacités. Au **Nigéria**, 51 fonctionnaires de l'éducation issus de six États ont été formés à la planification tenant compte des questions de genre, tandis que le rôle de coordination des responsables des questions de genre a été renforcé. Au **Tchad**, 90 fonctionnaires ministériels, issus de sept directions régionales, ont été formés afin de réviser le manuel national de l'enseignant à travers le prisme de l'égalité des genres. Dans le cadre du plan d'action pour l'égalité des genres (2023-2025) de la Jordanie, une série de sessions de formation a permis de renforcer les capacités du personnel central et décentralisé du ministère à intégrer l'égalité des genres dans les pratiques de direction. L'UNESCO a également apporté son soutien à un réseau de points focaux pour l'égalité des genres composé de 73 superviseurs (dont 49 % de femmes) dans les 42 directions décentralisées, renforçant ainsi l'égalité des genres à l'échelle du système.

Dans l'**État de Palestine**, l'UNESCO a apporté un soutien stratégique pour faire de l'égalité des genres une priorité transversale des principaux documents d'orientation sur l'éducation. Ces politiques visent à lever les obstacles liés au genre et à améliorer les résultats de l'apprentissage de chacun, en particulier des filles, grâce à une planification inclusive et à des mécanismes de suivi des objectifs sur l'égalité des genres. En **Afghanistan** et au **Yémen**, l'UNESCO a soutenu la réalisation d'évaluations tenant compte des questions de genre et des crises afin de guider l'élaboration de plans nationaux du secteur éducatif face aux défis humanitaires et aux problématiques de genre.

Pour que les résultats des initiatives soient plus pérennes, l'UNESCO encourage la formation par les pairs et l'échange de connaissances. La communauté de pratique de l'initiative *Priorité à l'égalité* sur l'éducation transformatrice du point de vue du genre compte désormais 90 membres issus de **26 pays africains** et devrait être élargie au-delà du continent. Par le biais du portail Afrique de l'initiative Partage de connaissances et d'innovation (KIX) sous l'égide du GPE, l'IIRCA a également lancé une communauté de pratique régionale au service de la collaboration et des échanges sur l'égalité des genres dans le système éducatif.

Faire progresser la législation et les stratégies nationales en faveur de l'égalité des genres dans et par l'éducation

L'UNESCO, par l'intermédiaire de l'initiative Priorité à l'égalité, a aidé le ministère de l'Éducation de la **Mauritanie** à tirer parti des résultats du diagnostic sur l'égalité des genres et de l'analyse complète du secteur éducatif pour rédiger la toute première stratégie du secteur de l'éducation en matière d'égalité des genres. La stratégie, dont l'adoption est prévue pour 2025, présente des interventions ciblées fondées sur des données probantes et ancrée dans une approche transformatrice du point de vue du genre, marquant ainsi un tournant vers l'institutionnalisation de l'égalité des genres dans la planification nationale de l'éducation.

Au **Kenya**, l'Organisation a apporté un soutien technique au ministère de l'Éducation dans le cadre de l'élaboration d'une politique nationale globale en matière d'égalité des genres dans l'éducation, jetant ainsi les bases d'une planification et d'une mise en œuvre plus inclusives et plus équitables. Parallèlement, en **Jordanie**, les actions visant à faire progresser le plan d'action pour l'égalité des genres (2023-2025) comprenaient des ateliers destinés à soutenir la mise en œuvre au niveau local et l'élaboration de plans de travail relatifs à l'égalité des genres pour les 42 directions décentralisées. Un nouveau programme de formation, intitulé *Leading Change : Integrating Equity and Equality into Leadership Skills* (Impulser le changement : intégrer l'équité et l'égalité dans les compétences de direction), a également été expérimenté auprès du personnel du ministère. L'objectif est de généraliser la prise en compte des questions de genre au niveau des fonctions de direction par le biais d'une formation spécifique en 2025.

À l'échelle régionale, l'UNESCO a joué un rôle capital dans l'élaboration de la *Stratégie régionale des enseignants pour l'Amérique latine et les Caraïbes (2025-2030)*, qui donne la priorité à l'égalité des genres dans la formation des enseignants, la formation continue, les conditions de travail et la reconnaissance sociale de la profession d'enseignant. Cet engagement régional devrait guider les réformes au niveau national.

Au **Burkina Faso**, en **Mauritanie**, au **Niger**, au **Nigéria** et en **Ouganda**, l'UNESCO a contribué à l'intégration de l'égalité des genres dans les politiques de formation des enseignants, incorporant des approches tenant compte des questions de genre dans les systèmes nationaux de formation des enseignants. En Ouganda, un audit complet des établissements de formation des enseignants, des universités et du ministère de l'Éducation a permis de repérer des points d'entrée pour inclure la dimension de genre dans les politiques et la pédagogie. Ces résultats serviront de base aux plans de mise en œuvre qui seront élaborés en 2025, garantissant que les futurs enseignants seront dotés de connaissances et de compétences tenant compte des questions de genre.

Points majeurs : de meilleures pratiques d'enseignement et d'apprentissage pour autonomiser

Pour être source d'autonomisation, l'éducation doit remettre en question les rapports de force inégaux et s'attaquer aux normes et aux attentes liées au genre qui empêchent les apprenants d'atteindre leur plein potentiel. La présente section expose la manière dont l'UNESCO a fait progresser les méthodes d'enseignement et d'apprentissage plus inclusives et plus transformatrices en 2024.

Renforcer les capacités des enseignants pour une éducation transformatrice du point de vue du genre

L'UNESCO a soutenu les actions visant à renforcer l'enseignement et l'apprentissage tenant compte des questions de genre dans 17 pays : les **Bahamas**, le **Belize**, le **Burkina Faso**, le **Cameroun**, le **Guyana**, les **Îles Vierges britanniques**, la **Jamaïque**, le **Niger**, le **Nigéria**, l'**Ouganda**, le **Pakistan**, la **République arabe syrienne**, la **République démocratique populaire lao**, le **Tadjikistan**, le **Tchad**, le **Viet Nam** et la **Zambie**. Pour ce faire, elle a fourni aux enseignants et aux parties prenantes de l'éducation les outils nécessaires pour remettre en question les normes de genre et créer des salles de classe inclusives.

En **République démocratique populaire lao**, l'UNESCO s'est associée au ministère de l'Éducation pour former à la pédagogie tenant compte des questions de genre 50 formateurs d'enseignants (dont 70 % de femmes) de 16 établissements de formation des enseignants ; ces formateurs étaient spécialisés dans les STIM et l'éducation complète à la sexualité. Les évaluations à l'issue de la formation ont montré une plus grande conscience des questions de genre et une amélioration des méthodes d'enseignement, incitant à proposer la formation à 200 formateurs supplémentaires en 2025.

La promotion de méthodes tenant compte des questions de genre a également été au cœur des interventions en **Zambie**. Grâce au Programme de développement des capacités pour l'éducation (CapED) de l'UNESCO, 110 enseignants en exercice (dont 43 % de femmes) ont été formés à des stratégies d'enseignement inclusives visant à remettre en question les normes de genre néfastes dans les salles de classe. De même, au **Pakistan**, dans la région du Baloutchistan, l'Organisation a adapté au contexte les supports de formation et accompagné la formation de 135 cadres de l'éducation (dont 48 % de femmes) afin qu'ils tiennent compte de l'égalité des genres dans les politiques de l'éducation, les programmes d'enseignement, les manuels scolaires et la pédagogie.

Au **Tchad**, un manuel de formation des enseignants sur l'intégration de l'égalité des genres dans les pratiques de classe a été élaboré avec les autorités nationales et sera déployé en 2025 aux niveaux décentralisés, ce qui permettra de mener des activités à plus grande échelle grâce au développement des capacités locales. Au **Burkina Faso**, en **Mauritanie** et au **Niger**, les programmes de formation initiale des enseignants ont été révisés pour intégrer l'égalité des genres et des modules de formation numériques – qui sont plus accessibles et atteignent davantage de monde – ont été créés. Pour renforcer les capacités

des enseignants en **Égypte**, l'UNESCO s'est adressée aux populations marginalisées et isolées, a formé 300 enseignants (dont 70 % de femmes) grâce à des supports d'apprentissage en ligne et a créé une communauté de pratique virtuelle pour promouvoir les méthodes d'enseignement inclusives.

Au niveau régional, l'IIRCA et le CIEFFA, avec le soutien du Japon, ont lancé une initiative de formation des enseignants en **Afrique de l'Ouest** couvrant le **Burkina Faso**, le **Cameroun**, le **Tchad**, le **Mali**, la **Mauritanie** et le **Nigéria**, afin d'éliminer les obstacles liés au genre, tels que le mariage d'enfants et les grossesses précoces, ainsi que de renforcer les capacités pour un enseignement inclusif et tenant compte des questions de genre. Ce programme favorise un enseignement sûr, inclusif et de qualité pour les filles. Parallèlement, l'IIRCA a organisé une formation régionale de renforcement des capacités sur la pédagogie tenant compte des questions de genre, le numérique dans l'éducation et la VGMS, à laquelle ont participé 65 parties prenantes de 10 pays d'**Afrique de l'Ouest**, d'**Afrique centrale** et d'**Afrique de l'Est**.

Dans les **Caraïbes**, l'UNESCO a organisé un atelier de formation régional sur l'éducation transformatrice du point de vue du genre, abordant des concepts majeurs tels que l'égalité des genres dans l'éducation, l'identification et l'élimination des préjugés liés au genre et l'élaboration de stratégies d'enseignement inclusives. Vingt-trois enseignants et spécialistes des programmes scolaires (dont 78 % de femmes) des **Bahamas**, du **Belize**, de la **Guyane**, des **Îles Vierges britanniques** et de la **Jamaïque** ont été sélectionnés pour leur capacité à impulser des changements systémiques.



L'UNESCO a également intégré l'égalité des genres dans des initiatives d'éducation verte en **Algérie**, à **Bahreïn**, en **Égypte**, aux **Émirats arabes unis**, dans l'**État de Palestine**, en **Iraq**, en **Jordanie**, au **Liban**, en **Libye**, au **Qatar**, et en **République arabe syrienne**. Les guides de formation des enseignants promeuvent désormais des stratégies d'enseignement tenant compte des questions de genre et le développement de l'esprit d'initiative dans le cadre de réformes plus larges de l'éducation au développement durable (EDD). Des activités similaires sont en cours en **Asie** et dans le **Pacifique**, notamment en **Indonésie**, en **République démocratique populaire lao** et aux **Tonga**, où l'égalité des genres est intégrée dans l'EDD.



Encadré 4 : Favoriser l'égalité des genres grâce à des orientations et des conseils au Viet Nam



Depuis 2019, le projet *We Are ABLE*, mis en œuvre en partenariat avec CJ Group, a permis de faire progresser de manière significative le droit des filles à l'éducation au **Viet Nam** – en particulier parmi les minorités ethniques et les communautés de migrants et de réfugiés. Le projet vise à transformer les normes sociales préjudiciables, à promouvoir l'égalité des genres et à donner aux filles les moyens de lutter contre les stéréotypes et de poursuivre leur éducation en toute confiance. À ce jour, le projet a atteint directement plus de 8 000 élèves (dont 49 % de filles) et leurs parents dans 15 écoles de trois provinces. Près de la moitié des élèves participants appartiennent à des groupes ethniques minoritaires, ce qui traduit l'engagement du projet en faveur des communautés les plus défavorisées. En 2024, près de 100 enseignants, administrateurs, personnels de santé et conseillers ont été formés à l'accompagnement tenant compte des questions de genre, ce qui leur a permis de mieux soutenir le bien-être et les droits des élèves. Plus de 300 élèves ont également été formés pour être des « agents du changement », menant des actions de formation par les pairs et des initiatives de jeunes pour promouvoir l'égalité des genres au sein de leur école et de leur communauté. Ces efforts menés par les élèves ont contribué à une plus grande sensibilisation à l'égalité des genres, à une amélioration des mentalités à l'égard de l'éducation des filles et au développement d'une culture de l'inclusion.

Promouvoir l'égalité des genres par le biais des programmes scolaires et des matériels d'enseignement et d'apprentissage

Il est essentiel d'intégrer l'égalité des genres dans les contenus éducatifs pour développer la capacité des élèves à remettre en question les stéréotypes, à réduire les préjugés et à promouvoir l'égalité. En 2024, l'UNESCO a accéléré ce

travail de transformation au **Brésil**, en **Guinée**, en **Haïti**, au **Kenya**, au **Mali**, à **Maurice**, en **Ouzbékistan**, en **République démocratique populaire lao**, aux **Seychelles** et au **Tadjikistan**, et a obtenu des résultats concrets aux niveaux des programmes, des manuels et de la formation des enseignants.

Par l'intermédiaire de son Bureau international d'éducation (BIE), l'UNESCO a soutenu l'élaboration de programmes d'enseignement transformateurs du point de vue du genre en **Guinée** et en **Haïti**, aidant ainsi les ministères à intégrer l'égalité des genres dans les systèmes éducatifs. Une initiative adaptée de renforcement des capacités à l'intention des concepteurs de programmes, des formateurs d'enseignants et des décideurs politiques a permis d'institutionnaliser les considérations de genre dans le contenu pédagogique.

Au **Tadjikistan**, dans le cadre d'une réforme des programmes scolaires soutenue par l'Union européenne, l'UNESCO a examiné 650 cours de sciences, technologie, ingénierie et mathématiques (STIM), et a systématiquement éliminé les préjugés sexistes et intégré des modèles féminins afin d'accroître l'intérêt des filles pour les sciences et les technologies et leurs aspirations dans ces domaines.

En **Afrique de l'Ouest**, l'UNESCO a élaboré une photothèque réunissant 250 images pertinentes sur le plan culturel et équilibrées du point de vue du genre, désormais hébergée sur la plate-forme régionale *Imaginecole*, afin de soutenir la production de ressources inclusives. Un nouveau module d'enseignement basé sur *l'Histoire générale de l'Afrique* de l'UNESCO et mettant en lumière les contributions des femmes à l'histoire et au développement de l'Afrique afin de remanier les récits sous l'angle de l'équité entre les genres a également été lancé sur *Imaginecole*.

Afin de renforcer les capacités institutionnelles en matière de santé et de bien-être, l'UNESCO a formé 38 fonctionnaires ministériels de **15 pays d'Afrique occidentale et centrale** à des outils pédagogiques permettant d'intégrer des sujets tels que le consentement, les mutilations génitales féminines, le mariage précoce, les stéréotypes liés au genre et les masculinités positives et inclusives dans la formation des enseignants et les programmes scolaires de manière pratique et adaptée à l'âge des élèves.

En **Amérique latine** et dans les **Caraïbes**, l'UNESCO a formé 150 enseignants pour améliorer l'apprentissage social et émotionnel en classe, en mettant l'accent sur l'empathie, l'autorégulation et l'ouverture à la diversité – compétences dont il a été démontré qu'elles favorisaient des comportements équitables entre les genres. En **Ouzbékistan**, la formation a ciblé les préjugés inconscients, aidant les enseignants à remettre en question les normes traditionnelles et à promouvoir des possibilités d'apprentissage équitables pour tous.

Par ailleurs, l'UNESCO a renforcé les liens entre égalité des genres, éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) et éducation aux droits de l'homme. Au **Brésil**, un cours d'ECM a souligné qu'instaurer une culture de la paix passait par le respect de la vie, le rejet de la violence et la promotion de la solidarité, autant d'éléments intrinsèquement liés à l'égalité des genres. Au **Kenya**, à **Maurice** et aux **Seychelles**, des initiatives d'éducation à l'éthique ont encouragé les élèves à lutter contre la discrimination et à faire preuve de respect, d'empathie et de solidarité.

Assurer la continuité de l'enseignement et de l'apprentissage dans les situations de crise et d'urgence

En 2024, l'UNESCO a renforcé son engagement à assurer la continuité de l'apprentissage dans les situations de crise et d'urgence en mettant en œuvre des interventions ciblées en **Afghanistan**, au **Cameroun**, à **Cuba**, en **Éthiopie**, au **Guatemala**, au **Liban**, au **Mexique**, en **République arabe syrienne**, en **Ukraine**, au **Tchad** et au **Yémen**. Ces efforts ont donné la priorité aux apprenants les plus vulnérables – en particulier les filles et les jeunes femmes, qui sont davantage confrontées au risque d'exclusion scolaire – contribuant ainsi à instaurer des systèmes éducatifs plus résilients, plus inclusifs et prenant mieux en compte les questions de genre.

En **Afghanistan**, l'UNESCO a élargi les possibilités d'apprentissage alternatif pour les apprenants qui ne sont pas en mesure d'accéder à l'enseignement formel, en mettant l'accent sur les filles et les femmes, en particulier dans les zones reculées et marginalisées. Plus de 23 000 apprenants (dont 76 % de filles) répartis dans 13 provinces ont bénéficié de programmes visant à développer leur habileté numérique et de programmes d'alphabétisation basés sur les compétences. Avec le soutien du Japon, l'UNESCO a adapté son programme d'éducation non formelle, ce qui lui a permis, depuis 2023, de toucher 6 480 apprenants supplémentaires (dont 60 % de femmes) par le biais de 100 comités d'alphabétisation de village dans les communautés touchées par le tremblement de terre, en mettant l'accent sur la préparation aux catastrophes et la résilience.

Au **Liban**, en **République arabe syrienne** et au **Yémen**, l'UNESCO s'est efforcée de démanteler les obstacles qui empêchent les filles d'accéder à l'éducation pendant les crises en lançant des initiatives telles que la réhabilitation d'écoles, la création d'environnements d'apprentissage sûrs et inclusifs, et l'élaboration de plans stratégiques d'intervention dans le domaine de l'éducation. Au **Liban**, 2 500 enseignants (dont 60 % de femmes) travaillant avec des populations vulnérables dans des zones touchées par des crises ont reçu une formation sur les méthodes d'apprentissage numérique, ce qui a amélioré leur capacité à dispenser une éducation de qualité dans des contextes instables et a eu un impact positif sur l'accès des filles à l'apprentissage et sur les résultats scolaires. Au **Tchad**, l'UNESCO a soutenu des programmes d'alimentation scolaire afin d'améliorer la fréquentation scolaire et le maintien à l'école de 17 396 filles dans des communautés souffrant d'insécurité alimentaire, où la faim reste un obstacle majeur à l'apprentissage.

Dans le cadre de l'initiative *Redonner espoir* mise en œuvre à **Cuba** avec le ministère de l'Éducation, l'UNESCO est venue en aide à 25 écoles sinistrées dans huit municipalités. Le programme a apporté un soutien socioémotionnel, culturel et récréatif à plus de 5 600 élèves (dont 60 % de filles) et 900 enseignants (dont 80 % de femmes), favorisant le relèvement et le bien-être et promouvant des environnements d'apprentissage sûrs et inclusifs. Au **Mexique**, l'UNESCO a élaboré des conseils sur la réduction des risques de catastrophe tenant compte des questions de genre et des aspects interculturels, à l'intention des écoles et des communautés, renforçant ainsi la capacité du système éducatif à répondre aux situations d'urgence de manière inclusive.

L'Organisation a intensifié ses efforts pour lever les obstacles à l'apprentissage dans les crises prolongées et les situations d'urgence. En **Ukraine**, l'UNESCO a intégré l'égalité des genres dans un projet plus vaste portant sur la santé mentale et le

soutien psychosocial et a veillé à ce que la formation des enseignants et des aidants prenne en considération les effets sexospécifiques du conflit sur la santé mentale et la continuité de l'éducation. Au **Cameroun**, une réponse globale a permis de maintenir l'accès à l'éducation dans les régions touchées par la crise. L'UNESCO a offert à 30 420 enfants (dont 57 % de filles) des possibilités d'apprentissage alternatives, tandis que plus de 720 membres du personnel éducatif (dont 64 % de femmes) ont été formés à des pratiques d'éducation inclusive. En outre, 300 animateurs et superviseurs ont reçu une formation à la prise en compte des questions de genre adaptée à l'enseignement alternatif, renforçant ainsi l'inclusion systémique.



© UNESCO/David Estrada

Éducation complète à la sexualité (ECS)

En 2024, l'UNESCO a consolidé son rôle de chef de file mondial en matière d'éducation pour la santé et le bien-être en aidant 77 pays à mettre en œuvre des politiques et des programmes d'ECS. Ces efforts ont permis de dispenser à environ 27 millions d'apprenants dans le monde (dont 50 % de femmes et de filles) une éducation au VIH et à la sexualité transformatrice du point de vue du genre qui repose sur les compétences psychosociales.

Le programme phare *Nos droits, nos vies, notre avenir* (O³) a continué à susciter des changements systémiques dans toute l'**Afrique subsaharienne**, en faisant de l'ECS un élément central d'une éducation de qualité. En 2024, plus de 50 000 enseignants en formation initiale et 41 000 enseignants en exercice (dont 52 % de femmes) ont été formés à l'ECS et à la prévention de la violence à l'école, permettant ainsi à quelque 23,4 millions de jeunes apprenants dans près de 190 000 écoles d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour prendre des décisions éclairées, respectueuses et saines.

Par le biais du programme O3 Plus, l'UNESCO a contribué à la mise en place d'environnements d'apprentissage sûrs et sains au **Kenya**, en **Namibie**, en **Ouganda**, en **République-Unie de Tanzanie**, en **Zambie** et au **Zimbabwe**. La campagne « Safer Campuses » (des campus plus sûrs) a mobilisé plus de 3 millions d'étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur, en promouvant l'égalité des genres, en prévenant la violence fondée sur le genre et en favorisant le bien-être.

L'UNESCO a également tiré parti de la technologie et de l'innovation numérique pour accroître sa portée et sa pertinence. Au **Kazakhstan** et au **Kirghizistan**, plus de

170 000 jeunes ont eu accès à des informations sur la prévention du VIH et d'autres infections sexuellement transmissibles, la violence fondée sur le genre et la santé sexuelle et reproductive grâce à l'apprentissage en classe et à des chatbots basés sur l'IA qui leur ont apporté un soutien confidentiel et adapté à leur âge.

En **Amérique latine**, l'UNESCO a mené des recherches et des programmes ciblés pour rendre l'ECS plus inclusive : en **Argentine**, au **Mexique** et en **Uruguay**, une étude a recensé les compétences dont les éducateurs ont besoin pour dispenser une ECS adaptée aux enfants et adolescents handicapés, ouvrant la voie à des réformes de la formation des enseignants en faveur de l'inclusion. En **Uruguay**, une initiative conjointe avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) a mobilisé 1 563 adolescents (dont 54 % de filles) et 87 enseignants pour promouvoir la responsabilité partagée en matière de sexualité, de relations et de prévention des grossesses. 90 % des adolescents ont déclaré trouver l'intervention utile et pertinente, 85 % ont déclaré remettre en question les stéréotypes de genre, et 76 % des garçons se sont engagés à discuter de la contraception et du consentement avec leurs futures partenaires.

En **Jordanie**, l'UNESCO et le ministère de la Santé ont fait progresser le soutien scolaire et la sensibilisation en matière de santé menstruelle, renforçant la capacité des écoles à répondre aux besoins des filles en matière de santé avec dignité et attention. Au **Viet Nam**, une étude nationale sur l'intégration de l'égalité des genres et de l'ECS dans les établissements de formation des enseignants et les écoles a mobilisé plus de 46 000 parties prenantes, dont des décideurs politiques, des élèves, des étudiants et des parents. Les résultats ont servi de base à l'élaboration d'une feuille de route nationale visant à renforcer l'égalité des genres et l'ECS, et à contribuer à une réforme à long terme du système.

Garantir des environnements d'apprentissage sûrs, inclusifs et sains

En 2024, l'UNESCO a aidé 29 pays à renforcer leurs politiques en vue de l'instauration d'environnements d'apprentissage sûrs et inclusifs, dont 20 pays qui ont entrepris d'adopter ou de mettre en œuvre des politiques, illustrant clairement le passage d'un soutien stratégique à un changement systémique tangible.

Au **Pakistan**, le *Programme d'enseignement du premier cycle du secondaire pour les filles* a permis d'obtenir des résultats mesurables en termes d'accès, de maintien à l'école et d'acquis pour les filles marginalisées. Le programme a amélioré l'hygiène et la sécurité grâce à la construction de 122 installations d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène pour tous (WASH), a fourni des incitations financières qui ont permis à 9 625 filles de rester à l'école, et a offert des indemnités de transport à 30 enseignants, garantissant ainsi la prestation de services éducatifs dans des endroits reculés. La mobilisation de la population et les activités de plaidoyer ont contribué à faire évoluer les normes sociales et à favoriser un soutien à long terme en faveur de l'éducation des filles.

Au **Ghana**, un soutien ciblé à la réintégration a permis à une centaine de mères adolescentes de retourner à l'école en toute sécurité après leur accouchement. Au niveau national, 124 000 parents, tuteurs et chefs religieux ont été mobilisés pour créer des environnements d'apprentissage plus

favorables, tandis que 24 500 jeunes non scolarisés ont reçu des informations sur les droits en matière de santé sexuelle et reproductive.

Au **Pérou**, un programme rural d'enseignement secondaire a touché 11 400 élèves (dont 50 % de filles, 40 % appartenant à des communautés autochtones) et plus de 900 enseignants dans 59 écoles. L'éducation tenant compte des questions de genre, y compris l'ECS et le soutien socioaffectif, a contribué à réduire les risques d'abandon scolaire, en particulier ceux liés aux grossesses précoces et non désirées.

Pour répondre à la demande croissante des jeunes en matière d'informations sur la sexualité et la santé en ligne, l'UNESCO a encouragé la création d'espaces numériques sûrs et inclusifs. En **Europe de l'Est** et en **Asie centrale**, plus de 4 millions d'adolescents ont eu accès à des informations relatives à la prévention du VIH, à la violence fondée sur le genre et à la santé sexuelle et reproductive grâce à des initiatives menées par l'Institut de l'UNESCO pour l'application des technologies de l'information à l'éducation (ITIE). Une campagne menée conjointement par le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) et l'UNESCO dans les médias sociaux en Arménie a également permis de diffuser des messages promouvant des masculinités positives et inclusives à plus de 840 000 personnes.

D'autre part, l'UNESCO a intensifié ses efforts pour favoriser une éducation inclusive axée sur les orientations sexuelles, les identités et expressions de genre et les caractéristiques sexuelles. À **Singapour** et en **Thaïlande**, une initiative menée par des jeunes a permis de créer des environnements d'apprentissage sûrs pour les étudiants LGBTIQ+ et de toucher plus de 78 000 personnes grâce à des campagnes de plaidoyer et à un soutien psychosocial.



Dans la province **thaïlandaise** de Tak, l'UNESCO a soutenu 17 centres d'apprentissage pour migrants, qui ont bénéficié à plus de 14 300 enfants et jeunes (dont 52 % de filles) en améliorant les infrastructures pour répondre aux besoins des filles et en développant des contenus d'ECS dans les langues locales. Ces efforts ont permis de garantir un accès durable à une éducation de qualité pour les populations migrantes confrontées au déplacement et à d'autres obstacles.



Encadré 5 : Plaider en faveur de l'élimination des obstacles liés au genre en matière d'apprentissage

Avec le soutien de Wallonie-Bruxelles International, l'UNESCO a étendu sa campagne *Les filles au premier plan* à trois régions du Sénégal, renforçant ainsi son impact sur la promotion de l'éducation des filles et la lutte contre la violence fondée sur le genre, le mariage précoce et les grossesses non désirées, en particulier dans les zones reculées. La campagne élargie a suscité une forte participation, mobilisant directement plus de 296 000 filles, 250 000 femmes, 240 000 élèves, 227 000 jeunes affiliés à des associations, 8 000 chefs de famille, 2 000 responsables locaux et 540 Bajenugox (femmes responsables de la santé au sein de la communauté). En combinant les médias de masse (spots radio et télévisés) et une communication ciblée dans les médias sociaux avec des caravanes de sensibilisation sur le terrain et des débats publics, la campagne a touché plus de 2,6 millions de personnes dans tout le pays, contribuant à une évolution positive des normes sociales et renforçant le soutien de la communauté au droit des filles de bénéficier d'une éducation sûre et de qualité.



Garantir un enseignement des compétences numériques et des STIM transformateur du point de vue du genre

L'UNESCO a renforcé ses efforts mondiaux pour encourager la participation des filles à l'enseignement des STIM en aidant 17 États membres, dont le **Brésil**, l'**Eswatini**, le **Kenya**, le **Lesotho**, le **Mali**, le **Monténégro** et le **Népal** à dispenser un enseignement des STIM transformateur du point de vue du genre.

Au **Brésil**, la phase 2 de l'initiative #EDUCASTEM2030 a permis de former 1 416 enseignants (dont 54 % de femmes) et 923 lycéens (dont 72 % de filles) à des approches des STIM tenant compte des questions de genre. Le premier cinéma itinérant à énergie solaire du pays, Cine Solar, a touché plus de 1 300 personnes dans des communautés isolées, en utilisant la projection de films et les débats publics pour susciter l'intérêt pour les sciences et mettre en valeur les modèles féminins dans le domaine des STIM.

Au **Monténégro**, l'UNESCO a renforcé l'éducation numérique en formant 150 enseignants du primaire et du secondaire (dont 50 % de femmes) pour leur donner les moyens de devenir des leaders et des éducateurs du numérique qui tiennent compte

des questions de genre, en particulier dans les régions mal desservies. Au **Népal**, l'UNESCO a soutenu la réforme des programmes scolaires et la formation des enseignants en vue d'une intégration des STIM tenant compte de l'égalité des genres, tout en ayant recours à des modèles féminins et en sensibilisant les communautés afin d'accroître la participation des filles à ces matières.

Au **Kenya**, une stratégie à plusieurs volets a contribué à réduire la fracture numérique entre les genres : 19 écoles desservant plus de 8 600 élèves (dont 50 % de filles) ont été connectées numériquement, trois écoles de filles – desservant quelque 2 700 élèves – ont eu accès à des ressources d'apprentissage numérique en ligne et hors ligne, et deux stages de formation aux TIC ont doté 440 filles de compétences clés dans les domaines des STIM et du numérique.

En **Eswatini** et au **Lesotho**, des stages de formation aux STIM et à la robotique ont favorisé l'apprentissage pratique pour les filles et ont permis d'atteindre les apprenants des zones rurales et les enfants handicapés. Ces initiatives ont non seulement élargi l'accès à un enseignement des STIM de qualité, mais ont également favorisé l'instauration d'environnements plus inclusifs et équitables qui permettent aux filles de s'épanouir dans les domaines scientifiques et technologiques.

Donner un nouvel élan à l'égalité des genres par l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP)

L'UNESCO a fait progresser l'égalité des genres dans l'EFTP conformément à sa *stratégie 2022-2029 pour l'EFTP* en aidant les pays à intégrer l'équité dans les politiques et les programmes et à favoriser le développement de compétences inclusives.

Le projet intitulé *Une meilleure éducation pour l'essor de l'Afrique* (BEAR), soutenu par la République de Corée, a remis en question les normes de genre sur le marché du travail en **Ouganda** en soutenant des femmes dans le domaine de l'ingénierie et des hommes dans le domaine de la confection, tout en menant des campagnes de sensibilisation. Cela a permis d'améliorer la mobilisation des étudiants et leur réussite scolaire dans des domaines traditionnellement cloisonnés selon le genre. Des efforts similaires ont été déployés en **Côte d'Ivoire**, où l'UNESCO a tiré parti des *Olympiades des Métiers* pour mettre en lumière la participation des jeunes femmes à des métiers majoritairement exercés par des hommes. Cette initiative a renforcé la visibilité des talents féminins et a contribué à modifier les stéréotypes liés au genre dans les carrières techniques.



L'élargissement de l'accès des femmes au développement des compétences et aux possibilités d'emploi est un élément important du travail de l'UNESCO. En **Égypte** et au **Soudan**, l'Organisation a dispensé une formation professionnelle à 550 femmes rurales, les dotant de compétences pratiques en matière d'artisanat, de compétences numériques, d'une culture financière et de l'esprit d'entreprise. Des ateliers de soutien psychosocial ont également renforcé leur résilience et leur préparation au marché du travail. Au **Maroc**, l'UNESCO a dispensé une formation spécialisée destinée aux jeunes et aux femmes dans le secteur du textile et de l'habillement, l'un des principaux secteurs économiques du pays. Le programme a amélioré l'employabilité, élargi l'accès à des emplois décents et favorisé une plus grande autonomie financière pour les femmes.

En **Jordanie** et au **Pérou**, l'UNESCO a réalisé des analyses complètes des secteurs de l'EFTP du point de vue de l'égalité des genres, mettant en évidence des disparités systémiques dans l'accès et les résultats. Ces conclusions éclairent aujourd'hui l'élaboration de politiques et de programmes tenant compte de la dimension du genre et destinés à combler les écarts et à promouvoir l'inclusion sur le marché du travail.

Promouvoir l'égalité des genres dans et par l'enseignement supérieur

L'UNESCO a renforcé l'égalité des genres dans l'enseignement supérieur en définissant des normes, en promouvant des politiques inclusives et en multipliant les possibilités offertes aux femmes et aux filles dans les STIM et les domaines techniques. Une *étude régionale* menée en **Afrique australe** a examiné les obstacles structurels à la participation des femmes dans l'enseignement supérieur en **Afrique du Sud**, au **Botswana**, en **Eswatini**, au **Lesotho**, au **Malawi**, au **Mozambique**, en **Namibie**, en **Zambie** et au **Zimbabwe**. En outre, une étude à grande échelle sur la violence fondée sur le genre dans l'enseignement supérieur – impliquant plus de 12 000 étudiants à Cuba, au Mexique, en Zambie et au Zimbabwe – est en cours afin d'éclairer les réformes institutionnelles.

Au **Chili**, l'UNESCO a soutenu l'élaboration de normes nationales novatrices en matière d'égalité des genres dans les établissements d'enseignement supérieur. Ces normes permettent aux universités de mettre en œuvre des plans d'action systématiques dans des domaines critiques tels que les conditions de travail et le harcèlement sexuel. Du fait de ce succès, le modèle est en cours d'adaptation pour être adopté dans d'autres pays de la région.

Avec le soutien de la Chine, plus de 2 000 filles et femmes et 100 femmes membres du personnel universitaire – en **Côte d'Ivoire**, en **Éthiopie**, au **Gabon**, en **Ouganda**, en **République-Unie de Tanzanie** et au **Sénégal** – ont bénéficié de campagnes nationales sur les STIM, de formations institutionnelles et d'un soutien à l'entrepreneuriat, qui ont collectivement amélioré leur accès aux carrières techniques et aux rôles de direction. En **Côte d'Ivoire** et au **Sénégal**, les campagnes nationales en faveur des STIM ont touché respectivement 1 590 élèves du secondaire et 145 écoles, promouvant les carrières dans ces disciplines, célébrant les étudiantes brillantes, s'attaquant aux causes profondes de l'abandon scolaire et soutenant un enseignement technique supérieur inclusif. En **Éthiopie**, les efforts de renforcement des capacités en matière d'égalité des genres ont permis de créer un environnement d'enseignement et d'apprentissage plus sûr et plus favorable pour le millier de femmes présentes sur les campus.



Soutenir l'éducation non formelle, l'apprentissage tout au long de la vie et l'alphabétisation

L'UNESCO a renforcé les systèmes d'éducation non formelle et d'apprentissage tout au long de la vie afin d'offrir aux apprenants de tous âges, en particulier aux femmes et aux groupes marginalisés, des possibilités flexibles, inclusives et tenant compte des questions de genre.

Des progrès notables ont été réalisés pour atteindre les apprenants des communautés isolées et marginalisées. Avec le soutien de la République de Corée, le projet *Better Lives for Out-of-School Girls* (Améliorer la vie des filles non scolarisées) aux **Philippines** a permis à 400 filles et jeunes femmes marginalisées d'achever leur éducation de base et d'acquérir des compétences de la vie courante grâce à un système d'apprentissage alternatif non formel. L'initiative a également permis de former 700 enseignants, de sensibiliser la population à l'égalité des genres et d'améliorer les résultats scolaires des apprenants vulnérables. Au **Népal**, l'UNESCO a soutenu l'intégration de l'égalité des genres dans le cadre national de l'éducation non formelle et de l'apprentissage tout au long de la vie, ainsi que dans le programme scolaire. Ces réformes se sont directement attaquées aux obstacles rencontrés par les femmes et les apprenants marginalisés, ce qui a permis de mettre en place des politiques et des contenus éducatifs plus inclusifs.

Cibler les apprenants difficiles à atteindre était également au cœur des efforts déployés au **Pakistan**. Des programmes radio respectueux des différences culturelles et intégrant les thèmes de l'égalité des genres, de l'éducation au développement durable et de l'éducation à la citoyenneté mondiale ont touché des milliers d'élèves dans des zones reculées. Ces programmes ont joué un rôle clé dans l'élargissement de l'accès à l'apprentissage pour les filles ayant un accès limité à l'enseignement formel. Parallèlement, en **Égypte**, 50 formateurs principaux (dont 60 % de femmes) ont été dotés de compétences numériques et de compétences en matière d'alphabétisation pour soutenir les apprenants adultes, l'accent étant mis sur les femmes et les personnes handicapées issues de communautés marginalisées. Le programme a élargi les filières d'apprentissage tout au long de la vie grâce à des approches inclusives, axées sur la technologie et dirigées par des éducatrices.



Encadré 6 : Prix UNESCO pour l'éducation des filles et des femmes

Le *Prix UNESCO pour l'éducation des filles et des femmes*, financé par la Chine, récompense des initiatives remarquables qui améliorent la vie des filles et des femmes grâce à l'éducation. Décerné chaque année à deux lauréats, il permet à chacun d'entre eux de bénéficier d'une somme de 50 000 dollars des États-Unis pour développer une initiative efficace.

En 2024, le Prix a été décerné à *Promoting Equality in African Schools* (Promouvoir l'égalité dans les écoles africaines, PEAS), en **Ouganda**, pour avoir réussi à créer des environnements d'apprentissage sûrs, inclusifs et tenant compte des questions de genre, qui renforcent l'autonomie des adolescentes marginalisées dans les zones rurales. Le deuxième lauréat, la *Campagne pour l'éducation des femmes* (CAMFED), en **Zambie**, a été récompensé pour son modèle holistique qui élimine les obstacles à l'éducation des filles et soutient leur réussite scolaire, le développement de leur leadership et leur bien-être.

Des initiatives ciblées au **Cambodge**, au **Mali** et au **Tchad** ont permis de promouvoir de manière significative l'égalité des genres en donnant plus de responsabilités aux apprenants par le biais de l'éducation et de la formation professionnelle. Au **Cambodge**, deux programmes d'éducation non formelle ciblés ont élargi les possibilités d'apprentissage pour les femmes. Le *Programme d'équivalence de l'éducation de base* a touché 988 apprenants (dont 38 % de femmes), tandis que le *Programme d'alphabétisation en usine* a permis à 472 ouvriers de l'habillement (dont 84 % de femmes) d'acquérir davantage d'autonomie grâce à des cours d'alphabétisation dispensés sur leur lieu de travail. Ces résultats sont le fruit de partenariats multisectoriels solides avec le gouvernement, le secteur privé, les associations professionnelles et les ONG locales. Au **Tchad**, l'égalité des genres a été intégrée dans la formation des enseignants et les initiatives d'alphabétisation dans le cadre du projet *Renforcement de l'éducation et de l'alphabétisation*. La formation de base en alphabétisation a touché 6 700 adolescents (dont 46 % de filles), tandis que 630 filles ont bénéficié d'une formation professionnelle visant à améliorer leur employabilité. En outre, 2 200 femmes récemment alphabétisées ont participé à des activités de

développement de leur capacité de créer des revenus, ce qui a favorisé leur autonomisation économique et ouvert la voie à une stratégie nationale d'alphabétisation des femmes. De même, au **Mali**, 134 femmes ont été formées à l'entrepreneuriat et aux activités génératrices de revenus, contribuant ainsi à une meilleure inclusion financière et à une plus grande résilience économique.

L'UNESCO a également renforcé son soutien à des initiatives internationales de mentorat telles que *Women@Dior*, qui a permis à plus de 310 femmes de près de 60 pays de développer des compétences en matière d'entrepreneuriat et d'encadrement dans plusieurs disciplines (commerce, ingénierie, arts, hôtellerie, sciences sociales et politique publique).

Défis et opportunités

En 2024, l'UNESCO a opéré dans un environnement mondial de plus en plus complexe. La multiplication des crises humanitaires a perturbé les systèmes éducatifs et entravé la mise en œuvre des programmes dans plusieurs régions. Cette situation a exigé des réponses rapides et adaptables. Une coordination étroite entre les parties prenantes nationales, les acteurs locaux et les partenaires internationaux s'est avérée essentielle pour surmonter les obstacles, maintenir l'élan et garantir la continuité pédagogique.

L'évolution du contexte mondial a également posé d'importants défis financiers. Les réductions budgétaires – qui devraient se poursuivre en 2025 et au-delà – combinées à l'incertitude quant au soutien financier futur, ont renforcé les inquiétudes dans le secteur du développement international. Ces pressions sont particulièrement vives dans les domaines déjà touchés par des déficits de financement structurels, tels que l'égalité des genres, l'inclusion et l'éducation en matière de santé et de bien-être. La forte dépendance à l'égard des contributions préaffectées limite encore davantage la capacité de l'UNESCO à planifier avec souplesse et à réagir de manière stratégique. En revanche, les financements entièrement flexibles – fournis uniquement par la Norvège et la Suède – se sont avérés essentiels pour permettre une allocation plus équilibrée et plus efficace des ressources entre les programmes.

Le climat politique dans certains contextes a introduit des complexités supplémentaires. La résistance croissante à l'égalité des genres et aux droits de l'homme, qui se traduit souvent par la politisation de l'éducation, la désinformation et la désinformation, constitue un véritable obstacle au progrès. Ces défis requièrent non seulement de la résilience, mais aussi une attention renouvelée à la production et à l'utilisation de données fiables pour contrer les faux récits et faire progresser une éducation inclusive et fondée sur les droits.

Toutefois, ces défis recèlent des opportunités. La prise de conscience des inégalités mondiales, la demande accrue de systèmes éducatifs inclusifs et résilients et les engagements forts de partenaires clés sont autant d'éléments qui permettent de poursuivre les progrès. Il est manifestement possible de renforcer les alliances, de diversifier les sources de financement et d'approfondir l'engagement avec les pays prêts à défendre l'égalité des genres dans les systèmes éducatifs. En continuant de s'appuyer sur sa crédibilité, ses partenariats et son expertise technique, l'UNESCO est bien placée pour transformer ces défis en opportunités de changement durable et systémique.

Prochaines étapes de l'action de l'UNESCO

L'année 2025 sera déterminante pour l'action de l'UNESCO en faveur de l'égalité des genres dans et par l'éducation. La fin de la stratégie actuelle offre l'occasion de mettre à jour et de renforcer la vision et les priorités actuelles de l'Organisation, qui guideront l'action de l'UNESCO jusqu'en 2030. Marquant la fin de l'exercice biennal 2024-2025, la Conférence générale de novembre 2025 adoptera le programme et le budget qui guideront les efforts de l'UNESCO au cours du prochain cycle, définissant l'orientation stratégique pour les années à venir.

S'appuyant sur la dynamique de 2024, l'UNESCO mettra davantage l'accent sur le renforcement des capacités à tous les niveaux. Un nouveau programme de formation destiné au personnel – tant au Siège que sur le terrain – sera mis en place pour renforcer la compréhension et l'intégration de l'égalité des genres et de l'inclusion dans et par l'éducation. Un cours en ligne complet, élaboré en partenariat avec des acteurs mondiaux, appuiera ces efforts. Au niveau national, les initiatives de développement des capacités s'intensifieront, en particulier pour les responsables des ministères et les parties prenantes locales, pour que les approches transformatrices du point de vue du genre soient intégrées dans l'ensemble des systèmes et atteignent toutes les parties des secteurs de l'éducation nationale.

L'UNESCO renforcera également ses investissements dans la production de données et d'éléments factuels afin d'éclairer son action et de maintenir son rôle de chef de file dans ce domaine. La Plateforme mondiale pour l'égalité des genres dans et par l'éducation continuera de faciliter l'échange de connaissances et le plaidoyer collectif. Les travaux progresseront en ce qui concerne l'élaboration d'indicateurs permettant d'évaluer les programmes scolaires sous l'angle de l'égalité des genres, de même que les recherches et la mobilisation sur des sujets tels que les masculinités, l'éducation des garçons et les cadres de redevabilité. Parallèlement, le soutien en faveur d'un enseignement des STIM transformateur du point de vue du genre sera renforcé par des interventions ciblées au niveau des pays.

L'UNESCO continuera à défendre les engagements mondiaux, tels que ceux affirmés lors de la Réunion mondiale sur l'éducation de 2024 à Fortaleza, et à les traduire en progrès tangibles sur le terrain. Malgré des défis croissants, l'UNESCO reste déterminée à promouvoir un changement significatif, inclusif et durable. Grâce au soutien continu de ses partenaires, l'Organisation est bien placée pour faire progresser son action en faveur de l'égalité des genres dans et par l'éducation, afin de garantir que chaque apprenant, où qu'il se trouve, puisse s'épanouir.

Si vous souhaitez soutenir l'action de l'UNESCO dans le domaine de l'égalité des genres dans et par l'éducation ou si vous avez des questions, n'hésitez pas à contacter la Section de l'éducation pour l'inclusion et l'égalité des genres : gender.ed@unesco.org.



unesco

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

L'action de l'UNESCO en faveur de l'égalité des genres dans et par l'éducation

Points majeurs de l'année 2024

Ce rapport présente les points majeurs de l'action menée en 2024 par l'UNESCO pour faire progresser l'égalité des genres dans et par l'éducation.

L'action menée par l'UNESCO dans le domaine de l'éducation et du genre est ancrée dans la stratégie de l'UNESCO pour l'égalité des genres dans et par l'éducation 2019-2025. Cette stratégie repose aussi sur l'initiative Son éducation, notre avenir, lancée en parallèle afin de mobiliser les engagements politiques et financiers et de faciliter la coopération et l'action conjointe en faveur de l'éducation des filles et des femmes.

Si vous souhaitez en savoir plus ou soutenir davantage l'action de l'UNESCO en faveur de l'égalité des genres dans et par l'éducation, n'hésitez pas à nous contacter.

Restez en contact



gender.ed@unesco.org



on.unesco.org/GenED

Suivez-nous sur les réseaux sociaux @UNESCO



Section de l'éducation pour l'inclusion
et l'égalité des genres

UNESCO

7, place de Fontenoy

75352 Paris, France



Objectifs de développement
durable